

— Déclaration de Florence Parly à la presse (Athènes, le 24 février 2020)

déclaration au prononcé

Monsieur le Ministre cher Nikolaos,

Je suis très heureuse de mes entretiens ce matin avec le ministre de la Défense. Ma présence à Athènes démontre l'engagement résolu de la France, au côté de la Grèce, pour le respect de sa souveraineté dans ses espaces maritimes. C'est une question de respect du droit international sur lequel, vous le savez, la France n'entend pas transiger.

La France est particulièrement consciente des enjeux de droit maritime et de sécurité qui se jouent depuis plusieurs mois en Méditerranée orientale. Comme le Président de la République l'a rappelé, tant dans le cadre de l'Alliance atlantique que de l'Union européenne, les initiatives prises par certains mettent en cause la stabilité et de la sécurité dans cette région. C'est dans ce contexte que la France et l'Union européenne ont condamné avec la plus grande fermeté le mémorandum qui a été signé entre la Turquie et le gouvernement d'entente nationale libyen. Et c'est dans ce contexte également que nous avons condamné sans ambiguïté les violations des engagements qui ont été pris par la Turquie lors de la conférence de Berlin.

Au regard de l'évolution de la situation, nous avons décidé d'un renforcement très significatif de la coopération bilatérale de défense et de sécurité entre nos deux pays. Dans le domaine opérationnel, je me félicite moi aussi de l'intégration de la frégate grecque « Psara », en ce moment même, au sein de l'escorte du groupe aéronaval du porte-avions Charles-de-Gaulle. Cette coopération maritime se poursuivra et, comme l'a souhaité le Président de la République, la France entend renforcer sa présence navale en Méditerranée orientale. Cette coopération sera étendue au domaine aérien et je vous confirme la présence des RAFALE français en Grèce, en mai prochain, dans le cadre de l'exercice « Iniochos 2020 » qui vise à renforcer l'interopérabilité de nos armées de l'Air.

Dans le cadre de cette coopération opérationnelle, j'ai demandé à mon homologue de considérer l'engagement, à un niveau significatif, des forces armées grecques à nos côtés, au sol, en Afrique, pour lutter contre la menace terroriste et neutraliser au plus loin les trafics, sans attendre qu'ils atteignent les rivages de la Méditerranée. Cet engagement exigeant est porteur d'une forte expérience opérationnelle et d'une plus grande interopérabilité de nos forces.

Par ailleurs, la candidature de la Grèce à l'IEI est considérée avec intérêt par la France et le collège des pays membres de cette initiative.

Notre coopération s'incarnera également dans le domaine capacitaire. Je me félicite de la signature, avant Noël dernier, de l'accord de « Follow on Support » (FOS) au profit de la flotte grecque de MIRAGE 2000, et des négociations qui devraient bientôt aboutir sur la remise à niveau de la flotte grecque d'hélicoptères NH 90. Je veux croire enfin que les négociations exclusives qui ont été engagées en octobre dernier aboutiront prochainement, en vue de l'acquisition, par la Grèce, de deux frégates « Belh@rra ». Ces bâtiments de toute dernière génération permettront à la Grèce de renforcer considérablement les capacités de dissuasion dont elle a besoin en Méditerranée, et de développer une interopérabilité unique en son genre avec la marine française qui sera dotée de ces mêmes frégates.

Dans cet esprit de coopération capacitaire entre nos deux pays, je salue la signature, le 13 février dernier, à l'ambassade de France à Athènes, d'une série d'accords entre les acteurs français et grecs de l'industrie et de la recherche, parce que notre coopération bilatérale et dans le champ européen passe aussi par le renforcement de notre base industrielle de défense.

Enfin, je rappelle que le Président de la République et le Premier ministre grec se sont rencontrés, comme vous le savez, le 29 janvier dernier, à Paris. Ils ont convenu de concrétiser, d'ici le mois de juin prochain, cette nouvelle ère de notre coopération bilatérale par la signature d'un partenariat de défense et de sécurité entre nos deux pays. Ma visite à Athènes aujourd'hui visait aussi à ébaucher, avec Nikos Panagiotopoulos, ce que sera cet important accord.

Merci de votre attention